L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 AOUT 1882. 55me Année.

Dufour, Dumont & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 25 AOUT 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par H. Stern & Co, dans le ru sa d'encan, No 35 rue de Chartres, bottes, souliers et brodequins.

Le Figuier--Son rapport possible.

Douze millions de perdus pour la Louisiane, qui pourrait en profiter.

Nous nous sommes imposé la tâche, difficile, nous l'admettons, de convaincre nos concitoyens que nul pays au monde n'offre autant de ressources que le nôtre et ne présente au capital un intérêt plus sûr et plus rémunérateur, dont la source première gît dans le développement d'industries de toutes sortes.

Nous croyons savoir que le capital n'abonde pas chez nous, du moins on nous le dit, journellement, mais faut-il donc un si fort capital pour se lancer dans une entreprise quelconque? Si ce capital ne se trouve pas disponible chez un seul individu, ne peut-il pas s'obtenir par actions, réparties dans le public de la même manière que s'obtiennent les fonds pour la formation des compagnies qui s'organisent chaque jour parmi nous, dans un but tout autre que celui de la production?

Or, nous le répétons, c'est la production qu'il nous faut, la production sous toutes les formes possibles, et Dieu sait qu'en Louisiane, elles sont innombrables.

Il faut bien se pénétrer d'une vérité—c'est que le Sud ne deviendra; ne restera riche et puissant que par le Sud; c'est à lui de seconder la poussière des temps passés et de dire—"Je veux!"—

Toute entreprise étrangère qui cherche ici les éléments d'une spéculation fructueuse ne peut pas, seule, enrichir le Sud: elle contribue à la prospérité, que les enfants du pays et les émigrants stables rendent permanente par leur esprit d'entreprise et leur énergie.

Parmi les milliers d'industries qui se présentent à nous, de tous côtés, faudrait-il donc chercher longtemps pour en trouver une qui pût devenir bien vite grande et florissante?

Prenons la première venue—celle de la figue, par exemple. Enfants de la Louisiane, savez-vous qu'il se consomme, aux Etats-Unis, pour DOUZE MILLIONS de piastres de figues par an; que la Louisiane pourrait, à elle seule, produire ces douze millions de dollars en figues et que, cependant, elle n'en produit pas une pour le marché?

Il se mange, aux Etats-Unis, quarante mille tonnes de figues équivalant à quatre-vingt millions de livres, qui, vendues à 15 sous, rapportent, ainsi que nous l'avons dit, douze millions.

Que faudrait-il faire pour développer chez nous l'industrie de la figue, qui nous donnerait un si beau revenu? Cette question, on nous la posera sans doute; nous allons y répondre.

Rien ne se fait avec avantage, sans système et sans méthode. Dire à tout le monde de planter des figuiers parce que la figue peut donner beaucoup de bénéfices, serait, croyons-nous, peine inutile, car ce qui est l'affaire de tout le monde, n'est l'affaire de personne. Pour développer, d'une manière satisfaisante et rapide, l'industrie dont nous parlons, il faut un noyau agissant et expert, il faut une organisation, il faut une compagnie qui s'organiserait avec un capital souscrit.

Une fois la compagnie formée, il faudrait acheter, dans le voisinage d'un de nos chemins de fer, un millier d'arpents de terre, pour y planter les arbres, y faire les constructions nécessaires, y monter tous les appareils voulus pour l'exploitation, puis utiliser nos rail-roads pour alimenter l'usine mère, acheter, de tous côtés, les figues cultivées ailleurs, à un prix rémunérateur pour les cultivateurs et qui laisserait, indubitablement, une grande marge de bénéfices pour l'usine.

Ce système établi, le commerce des figues, en Louisiane, deviendrait bientôt d'une grande importance.

Par les chemins de fer, la figue pourrait s'expédier en moins d'une journée, —et il est très facile de la conserver durant ce laps de temps—jusqu'à ce qu'elle arrivé à l'usine pour y être convertie en figue sèche, crystallisée ou de toute autre manière qu'on voudrait la préparer. Dès la seconde année, le figuier, bien soigné, peut donner un revenu.

On nous dit que M. Théophile Harang, qui a été occupé, spécialement, de la culture de la figue, dans notre Etat, serait disposé à fournir tous les renseignements nécessaires à l'inauguration chez nous de la nouvelle industrie. Pourquoi ne mettrions-nous pas à profit son expérience et son talent afin de développer une branche susceptible d'avoir d'aussi beaux résultats?

Nous nous croyons tenus de rappeler, à ceux qui, au nom et sous le drapeau du parti démocrate de la Nouvelle-Orléans, se préparent à renouveler toutes les bonnes du passé et imposer au peuple des candidats inacceptables, que le moment n'est pas favorable à l'accomplissement de leur projet, à moins que la perspective du réveil de la population ne soit aussi décevante qu'elle l'a été dans trop de circonstances.

Nous n'en dirons pas davantage aujourd'hui, car les vieilles manœuvres auxquelles on a eu recours dès le commencement de la campagne municipale, la persistance que cherche à se distribuer les places; comme si la ville, dont ils sont les maîtres absolus depuis tant d'années, ne devait jamais cesser de leur appartenir—nous feraient de revenir sur un sujet que nous souhaitions ardemment ne plus voir se présenter devant nous, mais que nous traiterons encore au point de vue de l'intérêt des contribuables et des travailleurs.

"The Knights of Labor," les chevaliers du travail, nouvelle et puissante organisation aux Etats-Unis, croient qu'il y a trop d'avocats au Congrès, qui en compte 260 sur un total de 369 membres.

Dans les Législatures des Etats, il y en a 2360, ou un sur chaque 24, tandis que les fermiers, qui sont au nombre de 7,600,000, n'ont que 13 représentants, et les 4,500,000 artisans 14 seulement, dont 10 aux Chambres.

Pourquoi M. Kellogg est-il tellement sombre, malgré les hourrahs du meeting radical qui lui a décerné, à l'unanimité, ainsi que l'on s'y attendait, la candidature de représentant du troisième district congressionnel? C'est qu'il s'est aperçu—mais trop tard—qu'il se nourrissait de chimères, malgré les sages et charitables conseils que nous lui avions donné en récompense de son vote au Sénat, lorsque le majorité républicaine de ce corps a tenté d'achever la Louisiane à propos de la question du sucre. Il aura, peut-être, plus de chances dans l'Illinois, d'où il est parti après la guerre.

—Quelqu'un nous donnera-t-il l'explication de la gaîté de M. Taylor Beattie, qu'une assemblée républicaine a transformé en porte-étendard? L'honorable planteur de Lafourche a parfaitement raison de croire, comme nous, que la candidature de M. Kellogg n'a jamais été et ne saurait être sérieuse, quoique disent en faisant les douaniers, mais espère-t-il, lui, homme sérieux, occuper un siége à la Chambre, si les démocrates du district veulent secouer leur torpeur? Nous le croyons trop sensé pour admettre qu'il se livre à une pareille illusion.

Le recensement des Etats-Unis nous apprend que la section où se déchirent, à belles dents, l'ancien gouverneur fédéral de l'Etat et l'ancien magistrat, grand cultivateur, de notre chère vieille paroisse Lafourche, où il est né—a une forte majorité républicaine, mais les républicains de cette partie de l'Etat sont-ils, positivement, moins indépendants que ceux d'autres Etats du Sud, et voient-ils, à cette heure, comme jadis, le salut dans le triomphe d'un parti qui vise à la destruction de l'industrie sucrière, dominé, qu'il est, ainsi que l'a proclamé et prouvé M. Seymour, l'ex-gouverneur de New York, l'un des hommes les plus sages, les plus purs, les plus expérimentés des Etats-Unis, par les cotories et les partisans du *lobby*, par les spéculateurs et les exploiteurs?

Loin de nous l'idée de douter, un seul instant, du patriotisme de M. Beattie, de son affection pour l'Etat, de son intention de défendre nos intérêts avec le talent que nous lui reconnaissons, mais est-il sûr de se faire écouter de son parti si les républicains—ce qui est presque impossible, du reste—avaient la majorité au prochain Congrès?

Est-il sûr que ses amis politiques tiendront à être conséquents avec eux-mêmes, et, par exemple, ne considéreront pas comme inconstitutionnelles ou scandaleuses, au Sud, le protection et les allocations qu'ils accordent si libéralement au Nord?

Peut-il, enfin, nous donner l'assurance que l'administration de M. Arthur, renonçant aux injustices *inouïes* du passé, appellera aux fonctions, les républicains connus, honnêtes, responsables, de la Louisiane? Qu'il chassera les *carpet-baggers* dont le président Lincoln avait une si triste opinion?

Si nous ne savions pas que l'honorable candidat a le bonheur de comprendre et de parler le français, nous lui écrivions, comme nos confrères de langue anglaise: *We pause for a reply*, mais nous nous contenterons de ces simples mots de la langue de nos ancêtres: *Qu'avez vous à répondre?*

Quoiqu'il en soit, nous préférons un candidat qui, louisianais et planteur, comme M. Beattie, ou ancien émigré, aurait, en outre, un avantage que n'a pas M. Beattie.

Si, cependant, le sort nous réserve un mandataire républicain dans le troisième district, nous n'en connaissons pas dont le triomphe nous serait moins douloureux que celui du planteur de Lafourche.

Quant à M. Kellogg, nous n'en parlerons plus: sa candidature est impossible, et il le sait. Inutile d'entrer dans les détails, toujours en récompense du vote ci-dessus mentionné.

Nous avons toujours été flattés des encouragements que nous ont adressés, dans bien des circonstances, nos confrères de langue française, nos très bons amis des campagnes, à l'occasion de mesures que nous avons cru devoir proposer ou défendre, mais nous sommes, aujourd'hui, touchés, vivement touchés, des marques d'approbation qu'ils nous donnent depuis la publication de la série d'articles que nous avons soumis à leur jugement et à celui de nos lecteurs de la ville.

La crise que nous traversons, qui, à nos yeux, prend des proportions de plus en plus inquiétantes, et pourrait devenir, dans peu d'années, dans quelques mois peut-être, un danger contre lequel nous lutterions en vain, nous a poussés à demander à nos concitoyens s'il n'était pas temps d'ouvrir les yeux, de regarder en face la situation telle qu'elle est, de songer à utiliser les ressources dont une généreuse Providence nous a favorisés.

Nous avons écrit dans la mesure de nos moyens, mais aidés d'une expérience qu'on ne nous contestera pas, et avec la profonde conviction de servir la Louisiane, notre mère, que nous aimons de toutes les forces de nos âmes.

Dieu veuille que nous nous soyons exagéré le péril, et que l'avenir nous démontre clairement notre erreur! Nous le reconnaîtrons avec une joie qui se comprendra sans peine.

Mais nous ne sommes pas convaincus d'avoir tort.

Nous le sommes d'autant moins, que les journaux et les discours qui nous parviennent depuis l'adoption du bill des ports et des rivières nous font redouter, beaucoup plus qu'à l'ajournement du Congrès, les efforts désespérés que tenteront, à la prochaine session des deux Chambres, les compagnies de chemins de fer de l'Est, pour qui la navigation du Mississippi, sans obstacles, est un épouvantail, et les raffineurs ainsi que les spéculateurs, dont le rejet du polariscope — instrument qu'emploient, cependant, toutes les nations civilisées—n'a pas éteint l'avidité.

Nos deux principales industries—le sucre et le coton—sont donc menacées, l'une par les débordements du fleuve, si le Congrès, sous des prétextes que nos adversaires inventeront à loisir, cesse de voter les allocations nécessaires; l'autre, par les mesures habiles des hommes intéressés à l'écraser au profit de l'article étranger, que le polariscope respectera scrupuleusement, et qui leur donnera des bénéfices énormes.

Tenons-nous donc sur nos gardes, aujourd'hui plus que jamais.

Méfions-nous des programmes de partis, qui nous ont souvent trompés, et ayons soin de ne placer nos intérêt que sous la protection de nos amis *naturels*.

Les prochaines élections d'Etats: Arkansas, 4 septembre: Vermont, 5 septembre; Maine, 11 septembre; Géorgie, 4 octobre; Ohio et West Virginia, 10 décembre.

L'Arkansas, le Vermont et la Géorgie choisiront, en novembre, des représentants au Congrès.

M. H. Hillard, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 12 août.

—Ceux qui ont essayé du Malakoff Stimulier, en ont le plus grand éloge comme tonique sanitaire.

La Société italienne connue sous le nom de Congregazione e Fratellanza Italiana de San Bartolomeo, Apostolo," a célébré, hier, la grande fête de St Barthélemy par une magnifique procession dans les principales rues de la ville. Nous la prions d'agréer nos remerciements pour la sérénade qu'elle nous a fait entendre en passant devant nos bureaux.

M. John Bertucci est son président, M. Joseph Ploone son vice-président, M. Felix Bertucci son archiviste, M. Agostino Mazzola son secrétaire aux finances, M. Frank Licciardi son trésorier, MM. Ignatius V. Olivieri et C. Cristino les aides de M. Catanzaro.

Le Foyer Créole [paroisse St-Jacques, Lne,] du 23 août:

Assez longtemps nous avons gémi sur la pluie, nous ne trouvions plus d'épithètes pour qualifier le temps. Ce n'est donc pas sans un secret plaisir que nous changeons de note.

Ceux qui croient à l'influence de la lune sur la température — ils sont nombreux et ont pour eux l'expérience—nous annoncent de beaux jours pour la fin d'août.

Tant mieux pour les riziers, dont plusieurs ont perdu bon nombre de gerbes détériorées par la pluie. Sur beaucoup d'habitations, à peine le soleil a-t-il reparu, que les *trashers* sont entrés en plein de activité, et bientôt les *packets* de la côte vont s'emplir de sacs de riz.

Nous serions tenté de dire aussi tant mieux pour les syndics. Il est vrai que le Jury de Police les a armés de pied en cap, mais c'est toujours pénible d'être obligé de menacer d'amende ou de prison pour se faire obéir. Il faut moins de temps au soleil pour réparer un chemin qu'à un président quelconque pour faire exécuter un ordre de bon plaisir.

—C'est été une calamité pour les habitants si la compagnie du Mississippi Valley R. R. avait voulu employer les travailleurs du pays à la construction de la ligne. Attirés par l'appât du salaire, les ouvriers auraient quitté les habitations juste au moment où les planteurs ont le plus besoin de bras.

Ce grave inconvénient, les ingénieurs l'ont compris. Ils n'emploieront, nous disait dernièrement l'intendant des travaux pour notre section, que des forçats de Baton Rouge.

Il est aussi question de la réunion de la compagnie du Mississippi Valley R. R. avec celles de Memphis & Vicksburg et de Ship Island. C'est autant de garanties de plus pour nous que les travaux vont être poussés avec avidité. "L'union fait la force.

La clôture des Chambres française et le nouveau ministère français.

La session ordinaire des Chambres a été close hier par un décret du président de la République, et les vacances parlementaires sont commencées. On disait l'autre jour au Palais-Bourbon que la France, que l'Europe ne sont jamais en vacances, et l'on avait raison si l'on voulait dire que la vigilante action d'un gouvernement vraiment digne de ce nom ne doit pas cesser, car les difficultés ne cessent point sans à date fixe à. Elles naissent et ne sauraît être sérieuse, quoique disent en faisant les douaniers, mais espère-t-il, lui, homme sérieux, occuper un siége à la Chambre, si les démocrates du district veulent secouer leur torpeur? Nous le croyons trop sensé pour admettre qu'il se livre à une pareille illusion. grandes que soient les mesures prises pour les prévenir ou les conjurer.

Le nouveau cabinet profitera donc dans une certaine mesure de cette détente, que sa formation a d'ailleurs contribué à produire. Il est certain qu'il sera plus à son aise pour s'établir aux affaires et pour mettre en application son programme, qui est ayant tout un programme d'apaisement et de reconciliation. Il nous suffit, et quant à nous, et quant à présent, que le nouveau cabinet ait refusé de souscrire à l'abdication de la France, et nous estimons qu'il n'est que juste de lui concéder le temps nécessaire pour aviser aux moyens de convaincre l'Europe que la recueillement d'une grande nation comme la nôtre ne saurait en aucun cas signifier sa démission spontanée et volontaire. Le peuple français n'en a jamais été réduit au suicide.

Reste donc cette politique de rapprochement des diverses fractions de la majorité républicaine à laquelle le nouveau cabinet doit particulièrement s'appliquer. Nous croyons sincèrement à l'efficacité de ses efforts en ce sens, si le ministère présidé par M. Duclerc s'applique surtout à être un gouvernement, s'il a une pensée maîtresse, s'il démontre par chacun de ses actes qu'il tend vraiment au but qu'il s'est assigné. Nous savons bien qu'il y a dans les Chambres, dans la presse, dans le pays même, un certain nombre de gens à qui cette idée d'un gouvernement sous la République est intolérable. Je ne veux pas être gouverné, s'écriait hier un député qui croyait, sans doute de la meilleure foi du monde, faire une hardie déclaration de haute politique.

Le moins de gouvernement possible, répètent à leur tour certains journaux qui s'imaginent avoir trouvé le dernier mot de la science sociologique. Plus de gouvernement du tout. Voilà enfin quel serait l'idéal de quelques-uns, qui heureusement ne comptent pas, tant ils sont clair-semés, mais qui n'en font pas moins du bruit, assez en tout cas pour effrayer les timides. Que l'on nous permette de dire, ce ne sont pas là les opinion des républicains français. La France n'a pas fondé la République pour s'avoir plus de gouvernement; elle l'a au contraire fondée pour avoir le meilleur de tous les gouvernements, le gouvernement nécessaire, celui dont elle ne pouvait se passer sous peine de voir les diverses monarchies, la traditionnelle ennemie, la militaire, et-ses tatent montrées tour à tour et successivement impuissantes à lui donner.

Que le nouveau cabinet soit donc avant tout un agent de restauration des idées de gouvernement, et nous pouvons lui répondre de la confiance qu'il se tardera pas à inspirer au pays. C'est par là qu'il réunira les groupes de la majorité républicaine, car, nous ne saurions trop le répéter, les majorités ne sont unies, compactes et fidèles qu'autant qu'elles veulent à leur tête un ministère décidé à les diriger. Elles se divisent aussitôt qu'elles sentent l'incertitude et l'indécision dans le pouvoir. On dit beaucoup que le cabinet du 7 août ne sera qu'un ministère *ad interim* établi pour garder les portefeuilles pendant les vacances. C'est ce qu'il faudra voir. Nous nous garderons, pour notre compte, de tenir ce langage ou de hasarder des prédictions. Ce n'est pas notre métier de tirer des horoscopes. Nous nous bornerons à dire que le ministère du 7 août tient mal ses destinées entre ses mains. Qu'il ne craigne pas d'agir, et sait-il du reste gouverner, et l'on verra bien de quel côté pencheront ses destinées, si ce sera vers la ruine ou si ce sera vers l'affermissement et la consolidation.

Et tout cela peut se faire sans ostentation, sans bruit, à propos du moindre incident. Il n'y faudra que du sang-froid, du coup-d'œil, du jugement et de la décision. C'est tout cela, dira-t-on, qui constitue l'autorité, et le nouveau cabinet n'en a point. Encore une fois, c'est ce que l'on verra. Pour le moment, nous ne pouvons en présence que d'une crise très simples, auxquelles, nous le croyons, l'opinion s'est montrée bienveillante: au dehors, pas d'abdication; au dedans, reconstitution par l'union et la concorde des forces républicaines. Il n'en faut demander davantage à une réunion d'hommes que l'on croyait pouvoir accabler sous le nom de ministère d'affaires. Il y a une politique là-dedans et, qui sait? après tant de soubresauts, de cahots, de chutes, et dans la mêlée confuse où nous sommes, c'était peut-être la seule qui fut sauvé. Le pays paraît à peu près certain, c'est que le pays qui est en état de comprendre où cette politique bien conduite nous mènera, ne demande plus qu'à voir comment elle sera appliquée.

(*La République française*, du 10 août.)

M. Aurelio Saffi, le chef des républicains mazziniens d'Italie, vient de publier une lettre dans laquelle il soutient que jamais plus qu'aujourd'hui il n'a été nécessaire de former une confédération des Etats intéressés dans le commerce de la Méditerranée, et que jamais le besoin d'un accord complet et loyal entre la France et l'Italie n'a été mieux fait sentir qu'en ce moment.

Ces deux nations, dit l'ex-triumvir de 1849, peuvent inaugurer le nouveau droit politique européen.

Le comble de la vanité nobiliaire:

"S'appeler par exemple Isidore *Chevallier*, et solliciter l'autorisation d'ajouter à son nom celui *de la Légion d'honneur*."

Nouvelles Télégraphiques.

Le major général Wood et son état-major ont poussé hier une reconnaissance des avant-postes de Ramleh sans intention d'engager de combat sérieux. Dès qu'ils furent arrivés près des avant-postes d'Arabi Pacha l'ennemi leur a envoyé une volée de coups de fusil, et ses batteries masquées par les arbres, ont lancé des obus et des bombes parmi les Anglais. Le train blindé est allé à l'embranchement de Mahalla et a ouvert le feu avec son canon de 40 livres. On rapporte que quatre soldats anglais ont été blessés dans l'après-midi.

"Sir Evelyn Wood s'est avancé samedi jusqu'à sept cents mètres des retranchements d'Arabi Pacha. Sir Evelyn a traversé le canal et a examiné attentivement les défenses de l'ennemi sur une distance de 600 mètres et les a trouvées excellentes. Arabi a ouvert le feu avec ses canons Armstrong et a entretenu une vive fusillade, tout en déployant un escadron de cavalerie contre la gauche des Anglais. J'étais avec la compagnie du capitaine Rathbone du 49e envoyée contre la cavalerie. Les artilleurs égyptiens ont visé juste. Huit bombes ont éclaté au milieu de la compagnie. En même temps les balles de l'ennemi sifflaient au-dessus de nos têtes; mais, grâce à la boue qui recouvrait le sol, il n'y a eu que quatre blessés.

Le train blindé, s'avançant sur notre droite, a lancé une demi-douzaine de bombes sur les retranchements. Deux d'entre elles ne sont pas arrivées au but et n'ont fait aucun mal. L'ennemi a lancé quatre bombes à trente pieds du train blindé, lequel se voyant à la portée de l'ennemi, s'est retiré. La cavalerie d'Arabi s'est aussi repliée sous le feu vif et précis de la compagnie du capitaine Rathbone. Quelques bombes ont été lancées de la colline des ouvrages hydrauliques, et nous nous sommes retirés à sept heures. Le khédive a assisté à l'escarmouche avec une longue vue du sommet d'une colline à portée des canons d'Arabi.

La reconnaissance prouve l'excellence des retranchements d'Arabi et la précision du tir de son artillerie, qui est presque égale à celle des Anglais. La fusillade a été mauvaise. Sir Garnet Wolseley se trouve maintenant à l'est d'Aboukir en train de débarquer les gardes et les "rifle" pour prendre Arabi par derrière. Neuf transports doivent arriver ce soir ou demain. Il semble que Wolseley veuille en finir avant l'arrivée des troupes indiennes. D'après les avis reçus de l'intérieur, Arabi fait travailler toute la population aux retranchements et déclare que Kafr-el Douar sera un autre Plewna."

—A ce moment on n'a pas encore reçu de nouvelles définitives de sir Garnet Wolseley. La position d'Arabi est excessivement forte tant naturellement qu'artificiellement, et elle doit être tournée. On craint que Wolseley n'agisse en trop grande hâte pour mettre Arabi entre deux feux avant que les troupes indiennes puissent coopérer au mouvement. C'est peut-être une nécessité politique. Un coup heureux peut empêcher toute intervention turque. Si la première tentative de Wolseley échoue elle ne fera que consolider la cause d'Arabi et provoquer un grand soulèvement musulman. La complète défaite de son armée est peut-être causée par le danger de la perte du canal.

Il JEUDI, 24 août, à la salle du coin des rues Bienville et Bourbon, à 2 heures précises de l'après-midi en costume de rigueur, pour prendre part à la grande procession en l'honneur de notre saint patron.

Par ordre de
FELIX BERTUCCI.
Secrétaire.

Rome, 20 août.—Les journaux publient une lettre du pape aux évêques irlandais, en date du 1er août. Sa Sainteté exprime son profond regret que la tranquillité n'ait pas été rétablie en Irlande et que l'on continue à commettre des meurtres. Le pape poursuit ainsi: "Le peuple irlandais, en suivant l'avis de ses prêtes, peut espérer l'allégement des maux dont il souffre. Une juste cause peut être soutenue par des moyens justes. Les sociétés secrètes doivent être bannies selon les préceptes de Saint-Augustin, le premier trait caractéristique de la liberté est l'absence de crimes. Les prêtres doivent être des soutiens actifs de l'ordre public pendant les troubles actuels." Le pape termine sa lettre en exprimant l'espoir que le gouvernement anglais fera droit aux réclamations équitables du peuple irlandais, se souvenant que la pacification de l'Irlande constitue un élément de tranquillité dans tout l'empire.

L'organe principal des slavophiles moscovites, le journal *Rouse*, de M. Aksakow, parlant des affaires d'Egypte, s'exprime en ces termes:

Nous n'avons pas de raison pour nous occuper des intérêts de l'Allemagne et de ses alliés plus que des intérêts de l'Angleterre. Nous n'avons pas besoin de suivre la politique des autres Etats. Nous n'avons qu'à nous occuper des intérêts de la Russie.

Il est hors de doute que le centre de gravité de la question d'Orient est transféré du Bosphore au canal de Suez, de Constantinople et de la Turquie d'Europe à la côte septentrionale de l'Afrique et dans l'Asie Mineure.

Mais ce déplacement donnera lieu à un remplacement, et si l'Autriche Hongrie se dispose, avec l'appui de l'Allemagne, à remplacer la Turquie, toute combinaison politique capable d'empêcher la réalisation de ce projet doit être appuyée énergiquement par la Russie.

Nous ne pouvons et ne devons avoir qu'un but: le Bosphore. Il faut que le Bosphore soit à nous et que la presqu'île des Balkans n'appartienne jamais et en aucune façon à l'Autriche.

Depuis trois ans, l'infatigable explorateur américain Stanley s'occupe d'ériger, aux frais du roi des Belges, à partir de l'embouchure du Congo, une ligne de stations formant les premiers jalons d'une grande route commerciale destinée probablement à un brillant avenir. D'après les dernières nouvelles récemment parvenues en Europe, quatre stations sont complètement organisées, celles du Vivi, de Manyanga, de Teuyenge et de Stanley's Pool, et une route est tracée entre ces divers points. Les stations sont des embryons de villes, non pas belges, mais africaines; elles ont leurs maisons, leurs jardins, leur drapeau, qui est bleu avec une étoile d'or.

Chaque station a un chef, un sous-chef et un ou deux assistants blancs; le reste se compose de Zanzibarites engagés pour trois ans et indigènes. Quand la grande voie de communication sera terminée, le travail des pionniers, exécuté sous les auspices du roi des Belges, sera complété et l'industrie et le commerce européen auront le champ libre pour pénétrer jusqu'au cœur du continent africain. En attendant, les progrès sont déjà considérables; Stanley est parvenu à l'entrée du grand plateau central, quatre établissements sont fondés, un cinquième va l'être et plusieurs steamers sillonnent ce puissant fleuve du Congo si longtemps inconnu et dont le cours n'est relevé que depuis cinq ans à peine.

Un des singuliers résultats de la destruction d'Arkandrie a été la suspension du commerce des étoffes qui enveloppent les momies.

Les indigènes dépouillaient les morts et vendaient leurs bandelages de papier des Etats-Unis aux Arabes dont la quantité est encore inépuisable paraît-il. Le dernier navire, en a apporté 875 ballots à New-Haven.

Une maison américaine a perdu, un jour de ces généreux éveils, 825,000 par l'incendie d'Alexandrie.

La Gazette de France:

La solution de la crise ministérielle est certainement pire que la crise elle-même, et le gouvernement républicain est descendu encore de l'état où cette crise l'avait jeté.

Tant qu'il n'y avait rien de fait, on voulait espérer qu'on pourrait faire quelque chose.

Le cabinet Duclerc prouve que l'affaissement est le dernier mot de la situation républicaine.

C'est la honte et l'aplatissement dans l'anarchie qui triomphe.

Et cela, ce n'est pas nous qui le disons. Comme toujours, ce sont les feuilles républicaines qui le crient.

Sauf les feuilles gambettistes, toute la presse républicaine exprime la douloureuse impression éprouvée en lisant cette humiliante solution.

M. Gambetta, qui n'a jamais élevé sa fortune que sur des ruines, est convaincu que cet abaissement servira ses plans personnels.

L'important pour lui, était d'avoir des officiers de son état-major dans la place. Ils y sont.

M. Grévy n'est plus dangereux.

M. Clémenceau, pris au piège lui-même, n'est pas plus à craindre que M. Brisson.

L'avenir est donc de nouveau à M. Gambetta.

Il s'agit, pour lui, de préparer le terrain pour de nouvelles élections générales devenues fatales. C'est à cela que vont tendre les efforts des ministres de l'intérieur, de la justice, des travaux publics et du commerce. De ces points stratégiques, les gambettistes pourront utilement travailler à cette œuvre.

Ainsi on peut être sûr que M. Gambetta ne songera plus à se couvrir la face pour ne pas voir les hontes de la patrie, les humiliations infligées au pays par l'étranger.

Maintenant que M. de Freycinet est démoli, M. Grévy désarmé et ses aides de camp aux affaires, "l'abaissement de la France," qui emplissait son grand cœur de tristesse, de douleur, ne pèsera pas plus qu'un fétu de paille.

Il a démoli le gouvernement de ses adversaires par le *true* de l'humiliation de la France, il va rédifier sa fortune ébranlée par la préparation de nouvelles élections.

—M. P. Werlein, marchand de pianos bien connu de cette ville, 135 rue du Canal, offre en vente un assortiment de superbes pianos des fabricants Chickering, Mathuschek, Mathushek et autres, à des conditions faciles. La supériorité des pianos Chickering et Mathushek est incontestée et leur vogue a accru encore ces jours. A une solidité de construction, ils joignent une finalité de touche et une très grande pureté de son. Le public est invité à aller examiner ces instruments, où à se procurer un catalogue illustré renfermant la liste des prix. Il ne sera disposé des pianos qu'à des conditions exceptionnelles de paiements comptants ou mensuels. Pianos d'occasion accordés et réparés. On trouvera au magasin de M. Werlein des instruments de musique américains et étrangers de tous genres ainsi que toutes les nouveautés nouvelles, aux prix les plus réduits de la ville, au comptant ou au détail. M. et Mme Elie, depuis longues années unis au genre d'affaires, sont attachés à la maison Werlein.

L'ABEILLE
DU
1er SEPTEMBRE.

Le 1er septembre est la date officielle de la reprise des affaires. Nous publierons comme de coutume, ce jour-là, une revue complète des opérations commerciales et financières de l'exercice 1881-82. On y trouvera aussi les renseignements les plus exacts sur la situation industrielle et agricole de la Louisiane.

Comme il nous faudra, pour répondre aux nombreuses demandes qui nous parviennent déjà, opérer un tirage extraordinaire de notre numéro du 1er septembre, nous croyons devoir engager MM. les négociants, les propriétaires d'usines, les chefs d'établissements, les fabricants, tous ceux enfin qui à un titre quelconque ont besoin de la publicité, à recourir à celle que leur offre l'*Abeille*.

On se rappellera que nous nous adressons spécialement à la population franco-américaine et aux populations latines, et que l'*Abeille* est le seul journal quotidien de langue française en Louisiane. Le 1er septembre est l'anniversaire de sa création; elle entrera ce jour-là dans la *cinquante-sixième* année de son existence.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Catherine Aucrew, (autorisée.)
vs
Succession de Daniel E. Riegler et ses héritiers.

No 5759—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR GEO. PEARSON, Encanteur—Bureau No 111 rue Commune. MARDI, le 26 septembre 1882, à midi, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St Charles, il sera vendu en vertu et conformément à un ordre de l'Honorable A. L. Tissot juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, daté le 23 août 1882—Les propriétés suivantes, savoir:

1° Trois lots de terre avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Septième District de cette ville, dans l'îlot désigné par le No 54 2, sur le vieux plan de Carrollton, et le No 166 sur les nouveaux plans du 7me district de la Nlle-Orléans, bornés par les rues Pitt, Fifth, Lesseps et Jefferson et désignés comme les lots Nos un, deux, trois, sur un plan dressé par O. A. Heidin, voyer et désignés sur le plan No 1138 déposé au bureau de l'Auditeur Public, notaire. Le lot No un forme l'encoignure des rues Jefferson et Pitt et mesure 30 pieds de face à la rue Jefferson sur 120 pieds de profondeur entre lignes parallèles et face à la rue Pitt; les lots Nos deux et trois sont contigus et mesurent 30 pieds de face à la rue Jefferson sur 120 pieds de profondeur entre lignes parallèles. Etant la même propriété acquise par Adam Zeigler par acte de Mme A. di Gerolamo épouse de Salomon Cahn, par acte passé pardevant Eug. de Solignac Cahn, notaire, en date du 9 juillet 1858.

2° Une certaine portion de terre, avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, situées dans le Septième District de cette ville, dans l'îlot désigné par le No 53 D, sur le vieux plan de Carrollton maintenant désigné par le No — sur le nouveau plan du 7me district, borné par les rues Pitt, Jefferson, Gascogne et Fifth; la dite portion de terre mesure sur un plan dressé par Bigelis, le 25 février 1837 et déposé dans le livre des plans au bureau de F. J. E. Ganadier, juge de paroisse, 120 pieds de face à la rue Jefferson sur 120 pieds de face à la rue Pitt sur une profondeur de 150 pieds et face à la rue Adam Zeigler, par achat de Valentin Pons, par acte passé le 1er juillet 1842, pardevant F. J. E. D. Ganadier, juge de la paroisse de Jefferson.

3° Aussi un lot de propriété personnelle.

Conditions comptant. L'acquéreur sera requis de faire un dépôt de 10 pour cent sur le montant de l'adjudication au moment de la vente, dans de vente pardevant E. Commagère, notaire, aux frais de l'acquéreur.

25 août—sept 2, 5, 12, 19, 26.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

MM. les sociétaires sont notifiés que l'Assemblée générale trimestrielle aura lieu à l'asile, DIMANCHE prochain, 27 du courant, à 5 heures précises du soir.

Par ordre du Vice Président.
LEBLANC,
Faisant fonctions de Président.
L. Simon, secrétaire. 24août—3f

Bureaux de la Compagnie d'Assurances des Marchands, No 104 rue du Bœuf—Nouvelle-Orléans, 24 août 1882. Le dividende intérêt trimestriel de deux et demi pour cent sur le fonds capital de la Compagnie sera dû et payable aux actionnaires, sur demande, à partir du 1er septembre 1882.

Le livre de transfert sera fermé à partir du 27 de ce mois jusqu'au 1er septembre 1882.

G. W. NOTT, Secrétaire.
25 août—au 1er sept

La société qui a existé jusqu'à ce jour pour le commerce de la poudre, des produits et l'agence générale à la Nouvelle-Orléans et à New-York et à Galveston, sous la raison de ANDERSON & SIMPSON, a été dissoute d'un consentement mutuel le 31 mai 1882. M. Peter Anderson devant faire une absence prolongée de la Nouvelle-Orléans pour cause de santé.

Le nom de l'ancienne société ne devra être employé que par les associés en liquidation.

1er juin 1882.

Signé:
P. ANDERSON,
SAML SIMPSON,
H. CHARNOCK,
O. B. GRAHAM;
En commandite.

M. Samuel Simpson continuera le commerce des produits de l'ancienne maison en société avec son frère, M. H. W. SIMPSON, sous la raison de
SIMPSON BROTHERS.

M. Henry Charnock continuera le commerce de la commission d'importation et d'exportation en général avec M. O. B. GRAHAM, de Belfast, comme associé en commandite, sous la raison sociale de
HENRY CHARNOCK.
25 août—3f par sem à n'val ord

Demande.

On demande un bon REPASSEUR qui connaissance son métier à fond. Inutile de se présenter sans cela.

S'adresser au
24 août—3f No 107 rue Royale.

B. TREMOULET,
Rue Decatur, No 7, vis à vis la Poste,
Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, rouges de maisons de premier ordre.
Sherries de Duff, Gordon & Co, de Pedro Domecq etc.
Portes de Faudoms & Co, Offley, Cramp & Forrester.
Champagnes de toutes marques en renom.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vin de St-Vincent véritable, etc, etc, etc.
AUX PLUS BAS PRIX.

PITTSBURG
CHARBON. CHARBON.
45
Sous le baril livré à domicile.
DESFORGES, MONTAGNET & Cie,
Rues Gravier et Carondelet.
6août- 4m p p

EN NOUS RETIRANT
DU
Commerce de marchandises sèches
Nous saisissons cette occasion pour remercier nos clientes et les dames de la Nouvelle-Orléans, du